

**Madame la Présidente de la Conférence,
Mesdames.Messieurs les Chefs d'Etat,
Honorables Ministres et Parlementaires,
Mesdames/Messieurs,**

C'est un grand honneur pour moi de m'exprimer au nom du peuple d'Haiti, à l'occasion de cette Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, 20 ans après le Sommet de la Terre en 1992 ici même dans cette merveilleuse ville de Rio. J'exprime par la même occasion ma profonde gratitude aux autorités et au peuple du Brésil aussi bien - pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité si touchante dont la délégation haïtienne fait l'objet depuis son arrivée.

Le monde entier se penche une fois de plus sur le destin de la Terre pour un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable autour de deux thèmes d'importance capitale que sont d'une part une économie verte dans une perspective d'éradication de la pauvreté et la révision de l'architecture du cadre institutionnel du développement durable.

Je viens ici, incarnant tous les défis: sociaux, économiques, environnementaux, des défis qui doivent être relevés pour que le monde de demain en général et l'Haiti de demain en particulier, entrent de plein pied dans une logique de développement durable.

Je viens ici joindre ma voix a tous ceux qui, comme moi, partagent le même credo, toutes celles et tous ceux qui ambitionnent d'éradiquer la pauvreté, de réinventer les politiques publiques et d'installer les mécanismes capables de promouvoir une croissance et un mieux-être durables pour tous, en .en tenant compte du cout climatique.

Les contributions d'Haiti aux Gaz à Effet de Serre qui modifient aujourd'hui le climat mondial sont insignifiantes alors que le pays est confronté à des difficultés économiques et à des dommages matériels importants liés aux changements climatiques bien plus importants que les pays industrialisés. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont gagné, chez nous en intensité et en fréquence. Notre unique statut de Pays Moins Avancé dans l'Hémisphère Occidental - lié notamment à un manque d'infrastructures sociales et matérielles, l'inadéquation de nos institutions et une base économique étroite – fait que nous sommes exposés non seulement aux catastrophes de grande ampleur mais aussi à un état plus permanent de stress économique dû à l'augmentation des températures moyennes, à la réduction des ressources en eau disponibles et à l'insécurité alimentaire.

En plus, nous ne disposons pas de ressources nécessaires pour faire face à ces catastrophes. ***Ce qui entrave non seulement notre croissance mais met du coup en péril tous nos efforts pour atteindre les Objectifs Millénaires pour le Développement de 2015.***

Mesdames/Messieurs

Je suis aujourd'hui à la tête d'un pays dont l'environnement est dévasté. Haïti est un petit Etat insulaire et montagneux dont les écosystèmes sont à la fois menacés par l'instabilité politique, la surpopulation (10 millions pour 27,750 km²), et l'extrême pauvreté. Avec un taux de couvert forestier de 1,5%, Il nous faut recréer nos forêts et gérer les bassins versants et l'espace haïtien différemment.

Je dois avouer que par rapport au cas d'Haiti, ce Sommet me pose plus de questions qu'il n'en résoud. Comment parler de développement durable avec les réalités démographiques, de survie et d'un Etat institutionnellement faible à reconstruire pour ce qui concerne la situation de mon pays ?

Je crois que Rio+20 place au cœur du débat la question de l'inégalité qui se heurte aux idéaux de justice et de solidarité, menace la stabilité économique et sociale et rend les couches les plus défavorisées plus vulnérables aux chocs particulièrement les stress environnementaux. L'historien britannique Tony Judt eût à dire à juste titre que : *«L'inégalité a un effet corrosif. Elle pourrait les sociétés de l'intérieur... Elle illustre et amplifie la perte de cohésion sociale... c'est la pathologie de notre époque et la plus grande menace pour la santé de toute démocratie.»*

Rare question n'est aussi d'actualité pour Haïti qui a vu s'aggraver le phénomène de pauvreté lors du séisme du 12 Janvier 2010 et la présence, bien qu'en diminution, de vastes camps de réfugiés dans la capitale et dans ses agglomérations urbaines est là pour nous rappeler cette réalité brûlante malgré les efforts de ma Présidence et de mon gouvernement pour y remédier. En effet, de larges franges de la population haïtienne, frappée déjà par un chômage des jeunes extrêmement élevé, vivent dans des conditions très difficiles et incompatibles avec une vie digne et décente.

Le peuple haïtien nous a confié un mandat basé sur des thématiques regroupées dans la formule des 5 E (Emploi, Etat de droit, Education, Energie, Environnement) et qui s'alignent sur les principaux enjeux et défis de cette Conférence.

Je me suis attelé à ces gros chantiers dès mon investiture et les premiers résultats seront visibles avant la fin de mon mandat. Nous avons très tôt compris que la création d'emplois devrait être la préoccupation première des politiques concernant le marché du travail. Il faut offrir à *tous* des possibilités de prospérer, grâce à une éducation et une formation de meilleure qualité, et aider les petites entreprises. Et ceci pour ne pas avoir à nous retrouver avec une génération de jeunes perdue, coupée du monde du travail et socialement marginalisée.

Depuis mon accession à la Présidence du pays, tout un train de mesures ont été en effet mises en place pour combattre l'inégalité qui fait obstacle à l'initiative économique en empêchant les pauvres d'accéder aux financements dont ils ont besoin pour réaliser des investissements rentables. Mon gouvernement a de ce fait opté pour une politique économique créatrice de l'emploi et correctrice de l'injustice et où croissance et équité sont indissociables. En plus des pauvres, une large place dans la politique économique du Gouvernement est accordée à l'épanouissement des classes moyennes. Ceci est facilité par la mise en place de dispositifs de protection sociale plus solides et des investissements dans les infrastructures dans le but de parvenir à un nouveau type de croissance, une croissance plus stable et plus juste, marquée par une réduction des inégalités.

Nous nous sommes résolus également à nous attaquer au déficit social en élargissant l'accès aux services sociaux de base, promouvoir les activités génératrices d'emplois et de revenus stables, venir en aide aux personnes souffrant d'une grande vulnérabilité ou ayant des besoins spécifiques particulièrement les handicapés et les femmes. En matière d'éducation, nous avons pu en une année envoyer plus d'un million d'enfants à l'école et dans le domaine de l'environnement, nous commençons à jeter les bases d'un renversement des tendances nationales constatées en matière de dégradation au travers de la reforestation et de la gestion intégrée des bassins versants de manière à soutenir une croissance durable et à améliorer le cadre de vie de la population haïtienne.

Mais où allons nous trouver les moyens pour continuer sur cette lancée et changer complètement de paradigme car je ne vois pas de développement durable sans des fonds dédiés à la mise à niveau des économies ou destinés comme dans le cas haïtien à la reconstruction d'infrastructures détruites.

Je ne vois pas de développement durable quand les promesses ne sont pas tenues - Car le développement durable reste un tout nécessitant de nouveaux outils - Des outils sans cesse adaptés aux réalités géographiques, régionales, sociales et aux alternances politiques. Le développement durable c'est avant tout les changements qui transforment les peuples, les communautés et les pays pauvres en sociétés productives, éduquées, informées, en bonne santé et c'est par-dessus-tout un processus qui doit être porteur d'opportunités et d'égalité.

Avons-nous fait tout ça depuis Rio 1992 ? Force est de constater que 20 ans après, à l'échelle planétaire ne sont pas toujours au rendez-vous la solidarité et les promesses faites pour surmonter les défis et enjeux redoutables du temps moderne comme la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, le changement climatique, la réduction du risque, le stress environnemental et les questions liées à l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire ?

Et maintenant qu'avons-nous obtenu après plus d'un an de négociation ? Que nous augure le document "**L'AVENIR QUE NOUS VOULONS**" qui en est sorti ? Avons nous pavé la voie à une perspective meilleure, sereine et radieuse pour nos enfants ?

J'observe que nous n'avons pas pu sortir avec quelque chose de substantiel et d'équitable pour l'Humanité. Pourtant Rio+ 20 nous en offrait l'occasion car c'est là une question de responsabilités communes mais différenciées, une question de juste répartition de l'effort à fournir :

- pour lutter contre le dérèglement climatique, faciliter l'accès à l'énergie pour tous, favoriser l'accompagnement d'une transition à l'économie verte que peu de pays comme Haiti ont les moyens de se procurer en terme de capacités, d'infrastructures techniques et scientifiques favorables à l'innovation et de transfert de technologies ;
- pour une feuille de route de réforme du cadre de la gouvernance mondiale de l'environnement plus ambitieuse ;
- pour des engagements beaucoup plus fermes en vue d'éradiquer l'extrême pauvreté ;
- pour une nouvelle justice environnementale que nous n'avons jamais pu appliquer depuis Rio 1992 ;
- pour un financement nouveau, stable et prévisible ; pour un renforcement du cadre de coopération régionale (organismes régionaux type CARICOM, Coopération Sud-Sud) et encourager à

l'échelle nationale des initiatives porteuses de progrès humain dans toutes les dimensions du développement durable.

Des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) aux Objectifs du Développement Durable (ODD), nous voulons des mesures concrètes pour assurer avec succès le suivi des résultats de Rio + 20 et il est de notre devoir de veiller à ce que des initiatives efficaces et audacieuses soient prises pour préparer en faveur de nos enfants et petits enfants cet ***Avenir qui nous attend Tous.***

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION!